

**Niger - Relations bilatérales - Lutte
contre le terrorisme -
Développement - Point de presse
conjoint de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, et de son homologue
nigérien, M. Ibrahim Yacoubou -
Propos de M. Le Drian
(Niamey, 03 octobre 2017)**

Je voudrais vous remercier de votre accueil, Monsieur le ministre des affaires étrangères, et remercier le Premier ministre M. Albadé Abouba de la gestion de la réunion qu'il a initiée avec l'ensemble des membres du gouvernement qui étaient présents - ils étaient nombreux - et au cours de laquelle nous avons pu faire le tour de beaucoup de questions.

Vous avez raison de le souligner, ce n'est pas ma première visite à Niamey, ce doit être la huitième ou la neuvième mais quand on aime on ne compte plus, comme on dit en France. Mais c'est ma première visite en tant que ministre des affaires étrangères et je suis heureux de cette nouvelle donne puisque j'ai pu appréhender des questions que je n'avais pas appréhendées jusqu'à présent dans la relation entre le Niger et la France. Ainsi, ce matin, j'ai été dans l'école Madina III où j'ai vu l'enjeu que représente la scolarisation des 500.000 enfants qui, chaque année, arrivent pour s'instruire et c'est un défi.

Et j'ai apprécié aussi la qualité de la recherche pour le passage de la langue initiale au français et de l'initiation bilingue qui se fait dans ce type d'école. C'est une nouveauté pédagogique qui est sans doute très utile. C'est l'image la plus forte que j'ai eue durant cette matinée même si elle a été aussi consacrée à des questions de sécurité, ce qui me ramenait à mes anciennes fonctions.

Je pense que chacun se rend compte d'un agenda qui va être extrêmement serré pour votre pays, pour les pays du Sahel et pour notre relation d'abord avec votre pays puis avec les pays du G5 Sahel. Le secrétaire général des Nations unies sera amené, dans quelques jours, à faire ses propositions pour le soutien des Nations unies au G5 Sahel. Je serai amené le 30 octobre - en votre présence Monsieur le Ministre et en présence des ministres des affaires étrangères du G5 Sahel - à présider le conseil de sécurité des Nations unies - la France préside durant le mois d'octobre le conseil de sécurité - sur les orientations de soutien à donner au G5 Sahel.

Ensuite, il y a toute une série de rendez-vous qui s'accumulent. Les 29 et 30 novembre à Abidjan il y aura le sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne qui sera un moment important dans la relation entre l'Afrique et l'Europe. La France et le Niger doivent jouer un rôle significatif dans cet ensemble. Et puis nous aurons, le 14 décembre, la conférence de soutien de la force conjointe à Bruxelles et, auparavant, le 13 décembre à Paris, il y aura la conférence des partenaires du Niger avec la visite du président Mahamadou Issoufou à Paris.

C'est un calendrier extrêmement restreint avec un seul objectif : la sécurité et le développement avec le G5 Sahel et l'Alliance pour le Sahel, et l'un n'allant pas sans l'autre. Mais, évidemment, l'un et l'autre nécessitant des engagements mutuels, un sérieux dans la gestion, une rigueur dans l'investissement et une bonne coordination. C'est ce que nous avons essayé de faire au cours de cette matinée et nous allons continuer aujourd'hui à mettre en oeuvre l'ensemble des dispositifs qui devront accompagner ces enjeux.

J'ajoute que le soutien de la France a été au rendez-vous puisque l'Agence française pour le développement a multiplié par dix depuis 2010 ses investissements au Niger et que les engagements qui sont pris sont significatifs pour les programmes d'action que vous décidez de mettre en oeuvre dans le cadre du plan de développement économique et social adopté il y a quelques jours, que la ministre du plan nous a présenté et sur lequel nous avons pu constater les convergences de vues et d'actions. Tout cela fait partie de l'état d'esprit de notre relation. C'est un partenariat amical mais aussi offensif et crédible. Voilà ce que je suis venu faire ici et je me réjouis de la qualité de notre relation.

Q - Monsieur le Ministre, vous venez de rappeler qu'à partir d'aujourd'hui la France assure la présidence du conseil de sécurité des Nations unies. Le Niger étant un partenaire stratégique très important, quelle place occupera-t-il lors de cette présidence, sachant que ce pays est entouré de foyers terroristes ?

R - La caractéristique du Niger est qu'il est un havre de sérénité et de paix, entouré de zones de conflits plus ou moins forts mais qui connaissent des phases d'intensification régulièrement, que ce soit lié à Boko Haram, à la fragilité de la Libye, à AQMI ou à des attentats terroristes venus du Nord. Bref, il y a une situation où la question de la sécurité est majeure. Et la grande nouveauté est la mise en oeuvre de ce qu'on appelle la Force conjointe, dont l'état-major est maintenant installé à Sévaré. Il a trois fuseaux d'action dont le plus immédiat est celui de la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger pour riposter aux attaques menées par des groupes terroristes de la région et dont vous avez été victimes antérieurement.

Tout cela se met en oeuvre, et c'est une réponse nouvelle puisque c'est la prise en compte par les Africains eux-mêmes de leur propre sécurité. C'est la prise en compte de la sécurité des frontières par des forces conjointes. Et cela avec le soutien de la France parce que c'est sa responsabilité mais sur initiative africaine. Et je suis convaincu que la mise en oeuvre de cette force conjointe, à partir du moment où elle sera déployée sur les trois fuseaux pré-indiqués, sera une bonne réponse aux questions sécuritaires. Cela suppose une grande détermination et un bon suivi. J'ai pu constater ce matin en allant voir l'état-major du fuseau central que cela se mettait en oeuvre, que les premières actions allaient commencer. Ce que nous allons valider en conseil de sécurité du 30 novembre c'est le fait que le conseil de sécurité donne mandat à cette force conjointe pour lutter collectivement pour sa propre sécurité. Donc le Niger aura toute sa place dans cette affaire puisque c'est un enjeu sécuritaire essentiel./.